

L'enseignement va mal

Depuis tant d'années, l'enseignement est malade. Les dirigeants successifs n'ont pas osé s'attaquer aux racines. Les enseignants des écoles, CEG et lycées publics sont en grève avec les GEN Z depuis le début. Alors que la grève des GEN Z est terminée depuis plus d'un mois, ces enseignants ont continué leur grève sous le nom de MMI ou Mpanabe Manova Ifotony (Education pour la refondation).

En fait, ils réclament une meilleure condition de vie revendiquant une augmentation de leur indemnité de logement jusqu'à 300.000 Ariary, de l'allocation familiale jusqu'à 200.000 Ariary par enfant. Ils demandent également un recrutement systématique des enseignants diplômés d'université en gel depuis quelques années, la MMI exige aussi l'alignement de la grille indiciaire. Ils ont raison car certains fonctionnaires travaillant dans d'autres branches sont très avantagés comme la force de l'ordre, leurs semblables au sein du ministère de la finance. Il faut l'avouer, ils demandent des avantages personnels. C'est leur droit.



Ils revendiquent également une amélioration du programme scolaire devenu inadéquat avec la réalité ainsi que du matériel didactique. Ils ont arrêté d'enseigner alors que l'année scolaire a à peine commencé. Donc, les élèves sont mis en otage. Chaque début de semaine, les élèves vont en classe sans succès : les profs sont absents. Les élèves du lycée au cœur d'Analakely (zone de marché d'Antananarivo) nommé « lycée RABEARIVELO » se sont

manifesté au parvis de la mairie comme leur aîné de la GEN Z réclamant un retour en classe. Puis, ils sont allés au ministère, les enseignants sont là. Ils leur prêtent main forte.

Enfin, après plusieurs réunions avec la Ministre de l'éducation nationale et l'intervention de représentant du conseil de la République (ce conseil composé d'officiers travaille étroitement avec le Président Michaël RANDRIANIRINA), un protocole d'accord est fonctionnel à partir du lundi 17 Novembre. Il est vrai que l'enseignement est négligé depuis tant d'années. Il a été décrété au Ile République (1975 à 1991) que chaque quartier doit avoir son école primaire public, que chaque commune doit être doté d'un collège, chaque district, d'un lycée. Mais c'est loin d'être effectif.

Dans les régions reculées, les enfants doivent aller à pied durant plusieurs heures pour aller dans une école primaire. Ainsi, l'école ne commence qu'à 10 ans car il faut être plus âgé pour supporter une longue marche. Nombreux de ses écoles sont précaires : tables bancs presque inexistantes que souvent, les élèves étudient par terre, classes multigrades par manque d'enseignants. Le matériel didactique est presque inexistant. Certes, au fil de temps, chaque pouvoir en place a essayé de résoudre le problème comme la dotation de tabliers, de sacs à dos, de livres pédagogiques. Mais, ils sont fournis par les bailleurs de fond. Donc, ce sont des dettes à rembourser et comme le dit si bien quelques-uns de nos compatriotes : « nos enfants ont de la dette sur le dos » (parlant des sacs à dos).





Pour résoudre le problème du manque d'enseignants, il y a un temps où les bacheliers sont engagés à enseigner au collège, ceux qui ont le BEPC sont recrutés comme maîtres d'école. Ils sont payés en partie par le fokontany (quartier) où ils travaillent et par l'Etat. Ce sont « les maîtres FRAM » (FRAM= association de parents d'élèves). Souvent, les parents d'élèves les payent en riz, à la moisson. Ils doivent attendre des mois pour que l'Etat paie leur subvention (part

de salaire). Souvent ils n'ont aucune formation pédagogique et ils sont sur le terrain travaillant avec le peu qu'ils ont dans les coins les plus reculés de Madagascar.

Constatant ces faits, les écoles paroissiales ouvrent leurs portes en brousse. En ville, les écoles privées pullulent. Les enseignants des privées n'ont pas fait la grève. Entre parenthèse, ils n'ont pas une bien meilleure condition de travail que leurs confrères des écoles publics. Ecole, collège et lycée privés ont continué d'ouvrir leurs salles de classe, car il faut le dire, c'est dans l'intérêt des élèves. Les parents payent les frais de scolarité à chaque fin de mois.



Et sans cet argent, les enseignants auront des difficultés à subvenir à leur besoin. C'est à eux : enseignements privés de résoudre leurs problèmes.

Depuis peu les enseignants ont repris leur travail et les élèves ont repris le chemin de l'école, tous plus motivés. Hélas, l'enseignement à Madagascar présente tant d'handicaps, les résoudre, sont du travail de longue haleine. Ici, nous remercions VTM d'oser participer en mettant en place « soli maitre ». C'est de la pratique dans le vrai sens du mot.

Edmine et Michel